Les paradoxes démocratiques face au génocide arménien

Author : Jean-Sébastien Philippart

Categories : [Politique](#)

Date : 7 juillet 2015

Alors que, dans iPhilo, [Michel Marian](#) publiait le 5 juin dernier une [tribune sur l'état du dialogue arméno-turc](#) à l'occasion du centenaire du Génocide de 1915, le philosophe [Jean-Sébastien Philippart](#) a souhaité réagir à un événement survenu dernièrement en Belgique.

Vendredi 29 mai, coup de théâtre dans le petit royaume de Belgique : le CDH (Centre Démocratique Humaniste — l'un des partis francophones traditionnels, se voulant centriste) excluait sa députée Mahinur Özdemir parce qu'elle refusait de reconnaître le génocide arménien.

La députée d'origine turque avait déjà fait parler d'elle en 2009 comme première femme voilée élue dans un parlement européen (en l'occurrence, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale). Bien que rien n'interdise à un parlementaire d'afficher ses convictions religieuses puisqu'il ne représente pas l'État, sa photo portant le foulard sur les affiches électorales et sa prestation de serment avaient créé la polémique. D'aucuns y voyaient un avant-poste de l'islam politique d'autant plus pernicieux que cet affichage religieux, dans une assemblée parlementaire, était salué par les progressistes comme un signe de vitalité multiculturelle à l'échelon politique.

Madame Özdemir s'est toujours défendue de confondre islam et politique en se réclamant de la liberté qu'a toute femme de pouvoir, en démocratie, s'habiller comme elle l'entend. Pourtant, proche de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement, parti gouvernemental islamo-conservateur), du MHP (Parti d'Action Nationaliste, extrême droite turque) et du mouvement de Fethullah Gülen (qui prétend émanciper les jeunes turcs par l'éducation et la science tout en rejetant, notamment, la théorie de l'évolution), il paraît difficile de nier que Madame Özdemir ne constitue pas le porte-drapeau d'une politique islamo-réactionnaire. Que la position de la députée soit *ambivalente* est donc le moins que l'on puisse dire. (Elle a d'ailleurs immédiatement reçu, suite à son exclusion, le soutien du parti d'Erdogan.)

Or, fin avril, des élus belges d'origine turque — issus d'autres partis que le CDH (PS, N-VA, Groen, SP.A et CD&V (1)) — avaient boycotté la minute de silence organisée à la Chambre à la mémoire du génocide arménien. Dans ce contexte, le président du CDH, Benoît Lutgen, prévenait le 22 mai sur la radio publique belge : « *S'il y a un négationniste au sein du CDH, il est dehors dans la seconde ! Et je vais vous dire pourquoi : quand je suis devenu président, j'ai demandé que chaque candidat puisse reconnaître l'ensemble des génocides, en ce compris le génocide arménien. C'est un engagement écrit, c'est dans notre code de déontologie parmi d'autres choses d'engagements et de comportements.* » Prenant Benoît Lutgen au mot, une équipe de journaliste tentait alors à deux reprises de sonder la députée CDH sur le sujet, laquelle prit littéralement la

fuite à chaque fois. Sur ces entrefaites, le Comité de déontologie, d'éthique et d'arbitrage du parti lui demanda de réaffirmer sans équivoque sa reconnaissance du génocide, — ce qu'elle ne concéda pas de faire.

L'exclusion de Madame Özdemir est un événement. Mais pourquoi ? Parce que, pour les uns, il signifierait enfin les limites du « multiculturalisme » en tant qu'euphémisme dissimulant une pulvérisation de l'agora démocratique en guérillas des droits communautaires ? Parce que, pour les autres, il ferait remonter en surface la xénophobie d'un système qui pousse ses élus d'origine étrangère à la faute ou limite leur droit à l'expression ?

Non. Ce qui fait événement, c'est qu'un homme politique, Benoît Lutgen, tienne parole et fasse de manière aussi abrupte ce qu'il a dit de façon catégorique.

Mais n'est-ce pas là ce que l'on devrait attendre naturellement de tout homme politique ? Non. Imaginons une amitié où chacun se dirait tout ce qu'il pense de l'autre : elle ne s'éterniserait pas. *A fortiori* en politique. Qu'elle le veuille ou non, la parole en politique est généralement prise dans des logiques institutionnelles, des logiques de parti ou de communication. Elle n'échappe généralement pas aux calculs dont le mode de fonctionnement, en leur fond, au-delà des intérêts simplement égoïstes, *tempère le vertige de la sincérité*. Dans un espace-temps démocratique relativement sain, c'est-à-dire relativement affecté par sa propre crise, la parole enkystée dans la langue de bois traduit aussi le souci de maintenir une gestion pacifique des conflits. Autrement dit, dans un espace-temps démocratique la franchise de la parole donnée est habituellement tenue en réserve, agissant en filigrane et empêchant l'édifice de sombrer dans un pur cynisme.

Cependant, il est des choses dont la vertigineuse ampleur met en demeure la droiture de sortir de sa réserve. Tel un génocide. Il est des événements où l'éthique et le politique se croisent et se rejoignent. Le code de déontologie du CDH que Madame Özdemir avait signé l'a bien compris. Par son geste fort au service de l'événement, par ce geste qui a joint l'acte à la parole en enjoignant Madame Özdemir de respecter son engagement, Benoît Lutgen a créé l'événement, déchiré la trame de la routine politicienne. Si celle-ci nous protège de l'épuisement qu'il y aurait à questionner sans relâche le cours des choses, il est bon également que surgisse par moment le tranchant d'une parole nue, dénuée de tout calcul électoraliste (le CDH se coupe ici d'une base électorale sensible à l'islamo-conservatisme) — et dont l'éclat *renouvelle* brusquement la *confiance* démocratique en l'art de la parole qui ne soit pas seulement l'art de l'artifice.

Madame Özdemir a tenté de se dérober derrière l'idée que la Belgique n'avait toujours pas reconnu le génocide arménien : par son silence, elle n'aurait fait là que suivre une ligne de conduite officielle. Mais encore une fois, c'est de la *parole donnée* et à *tenir* dans un contexte explicitement éthique qu'il s'agit ici.

À cet égard, Madame Özdemir qui cherche maintenant à se faire passer pour une victime en remettant en cause le caractère « humaniste » de son (ex-)parti, feint d'ignorer qu'en matière

d'éthique, être responsable, c'est aussi commettre des fautes dont on se rend compte.

D'autre part, si la Belgique n'a effectivement toujours pas reconnu le génocide au niveau législatif (sous l'impulsion des polémiques les choses semblent toutefois avancer sur ce plan), elle l'a fait sur le plan politique. En 1998, le Sénat adoptait une résolution signée par l'ensemble des partis démocratiques invitant « *le gouvernement turc à reconnaître la réalité du génocide perpétré en 1915 par le dernier gouvernement de l'empire ottoman* ».

C'est que dans un espace-temps démocratique, la tension entre le politique et le juridique n'est pas accidentelle. Et dans le cas qui nous préoccupe, une reconnaissance législative sous la forme d'une punition pénale à l'adresse des négationnistes n'épuiserait pas la reconnaissance politique, laquelle peut passer, par exemple, par un dispositif culturel. Nous pouvons même douter, on le sait, que ce type de loi serve tout à fait ses objectifs : la [communauté historique](#) est ainsi aujourd'hui sceptique à l'égard de la multiplication des lois mémorielles.

En somme, le champ démocratique est un espace-temps sous tension perpétuelle. Tension entre la parole singulière et sa représentation ou le mot d'ordre, entre l'éthique et le politique, entre le politique et le juridique. Tension également entre l'universel (les valeurs) et une nation qui tente de les incarner à sa manière. Entre des situations particulières et leur réponse de la part de l'appareil étatique. Tension toujours entre les discussions qui vont bon train et le surgissement d'une parole performative qui *interpelle* (comme, précisément, l'exclusion de la députée obligeant désormais les autres partis à devoir clarifier leur position face à certains de leurs élus ou à être soumis au blâme s'ils ne le font pas).

Autrement dit, le champ démocratique est éminemment *paradoxal*. Mais on ne confondra pas le paradoxe qui pousse à penser avec l'ambivalence qui entretient la confusion et par quoi la pensée se « retrouve » paralysée. On ne confondra pas ainsi la tension entre le politique et le juridique qui travaille la question de la reconnaissance d'un génocide avec l'ambivalence d'un multiculturalisme qui se sert de l'individualisme ultralibéral pour asseoir une compétition communautariste.

(1) Parti socialiste francophone ; N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie, Alliance néo-flamande ; Groen : parti vert néerlandophone ; SP.A : parti socialiste néerlandophone ; CD&V : parti démocrate-chrétien néerlandophone.